

MORATOIRE SUR LA CRÉATION D'UNE CONDUITE DE GAZ

En octobre 2022, le conseil municipal fait état de ses réserves en votant un moratoire sur le raccordement de réseau de gaz pour des projets de méthanisation à la ferme à Plélan. Explications...

Deux permis de construire concernant des unités de méthanisation à la ferme ont été délivrés par le Préfet en septembre 2021 : la prochaine étape devrait être la signature d'une convention avec GRDF autorisant l'installation d'une conduite de transport de biogaz qui permettrait de relier les 2 sites de projet au point d'injection situé à Treffendel. La commune n'étant actuellement pas desservie par le réseau de gaz naturel, le conseil municipal doit donner son autorisation à la signature de cette convention.

Le contexte de notre territoire

La filière méthanisation est en développement depuis plus de 10 ans en Bretagne : ce développement s'est accéléré ces dernières années avec des objectifs nationaux de production de biogaz pour compléter le mix énergétique et contribuer à l'indépendance énergétique de la France.

En parallèle, notre commune s'inscrit dans un territoire qui doit faire face :

- la très mauvaise qualité de ses masses d'eau (moins de 3% des masses d'eau en bon état en Ille-et-Vilaine) notamment en raison des métabolites des pesticides.



► Définition : Un moratoire est un terme juridique qui désigne une décision d'accorder un délai ou une suspension volontaire d'une action.

POURQUOI UN MORATOIRE ?

Après plusieurs mois de consultations, de réunions, de débats entre élus, d'échanges avec les services de l'Etat, de parlementaires, d'autres élus locaux, le conseil municipal a souhaité suspendre la possibilité de soumettre au vote l'autorisation de signature de cette convention : c'est l'objet du moratoire voté lors de la séance d'octobre 2022.

Il avait notamment pour objectif de :

rendre public les réserves et enjeux actuels liés au développement très rapide de la filière méthanisation en Ille-et-Vilaine.

- la raréfaction de la ressource en eau.
- la baisse importante du nombre d'exploitations agricoles et donc d'agriculteurs, cela couplée à la concentration des exploitations. Cette diminution est dénoncée par la profession agricole elle-même.
- aux effets du réchauffement climatique sur les cultures et l'élevage.
- aux effets du renchérissement des intrants et du coup de l'énergie qui pénalisent fortement les exploitations agricoles, en particuliers les modèles

les plus dépendants des intrants les plus touchés par ces augmentations. L'été 2022 a par ailleurs montré avec des records de températures et une sécheresse très préoccupante, un aperçu des effets dévastateurs du réchauffement climatique ; la profession agricole elle-même a demandé à la fin de l'été 2022 à ce que la production de fourrage aille préférentiellement à la nourriture des animaux qu'à l'alimentation des unités de méthanisation.





Un positionnement motivé entre autres par l'enjeu de préservation de la qualité de l'eau

Le positionnement du conseil municipal a été motivé par les constats suivants :



- le maïs est aujourd'hui la culture de vente privilégiée pour l'alimentation des méthaniseurs (les cultures de vente sont limitées à 15% de la « ration ».)



- cette culture est aujourd'hui conduite majoritairement grâce au recours aux pesticides de synthèse.



- la disponibilité de la ressource en eau en Ile-et-Vilaine est soumise à de fortes pressions et aujourd'hui en diminution,



- des enjeux majeurs portent sur le Bassin-Versant de Chèze-Canut en termes de qualité et de disponibilité de la ressource en eau, pour son territoire mais également pour le bassin rennais.



- les services de l'Etat disposent de moyens insuffisants pour assurer le contrôle du fonctionnement et de l'alimentation des unités de méthanisation à la ferme.



- l'absence d'une stratégie de développement prenant suffisamment en compte les enjeux transversaux qu'induit le développement de cette filière.



- Aucune étude sur les externalités positives et négatives du développement accéléré de la méthanisation agricole sur le département d'Ile-et-Vilaine et son quart sud-Ouest n'est ou n'a été conduite.

Une telle étude serait nécessaire et elle devrait prendre en compte les effets à court moyen et long terme du réchauffement climatique, portant notamment sur :

- > l'évolution des surfaces en maïs induite par le développement des unités de méthanisation et leur impact sur la qualité de l'eau et la disponibilité de la ressource.
- > la concentration des exploitations agricoles.
- > la diminution de l'élevage.
- > la « céréalisation » des surfaces agricoles.

Ces constats viennent renforcer les réserves émises par le Maire et le conseil municipal dans les avis et la délibération de septembre 2021.

La délibération a été votée à une très large majorité et adressée par courrier au Préfet ainsi entre autres, qu'à la Région Bretagne, au Département, aux syndicats de bassins-versants, à la Chambre d'Agriculture.

Souhaitons qu'elle retiendra l'attention et contribue à engager des démarches permettant de mieux planifier et accompagner le développement de cette filière en Bretagne.

POUR ALLER
PLUS LOIN



> La délibération
est disponible en ligne
et par simple demande
à l'accueil de la mairie.

> Dans le Plélan Mag n°64
d'octobre à décembre 2021,
il était fait état
de deux projets de
méthanisation à la ferme
à Plélan, des procédures
en cours et des questions
soulevées
par ces projets.

